



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE ET  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

-----  
Bureau ICPE et de la Protection du patrimoine  
-----

Installation classée pour la protection de l'environnement

**AUTORISATION**

GAEC DE LA ROIRIE à  
à LA FERRIERE DE FLEE

**DIDD – 2010 - n° 212**

**ARRÊTÉ**

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**Vu** le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1<sup>er</sup> du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 07 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

**Vu** la demande formulée par Monsieur le Gérant du G.A.E.C. DE LA ROIRIE, dont le siège social est au lieu-dit "La Roirie" 49500 LA FERRIERE DE FLEE, afin d'être autorisé à procéder à l'extension d'un élevage porcin d'une capacité totale de 210 truies et verrats, 28 cochettes non saillies, 504 porcelets en post-sevrage et 2156 porcs charcutiers soit 2915 équivalents animaux, situé à la même adresse ;

**Vu** les plans annexés au dossier ;

**Vu** l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 1<sup>er</sup> septembre au vendredi 2 octobre 2009 inclus sur la commune de LA FERRIERE DE FLEE ;

**Vu** les certificats de publication et d'affichage ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux de LA FERRIERE DE FLEE, AVIRE, LOUVAINES, SEGRE, L'HOTELLERIE DE FLEE, SAINT SAUVEUR DE FLEE, CHATEAUGONTIER (53), MARIGNE PEUTON (53) ;

**Vu** l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

**Vu** les avis du directeur départemental des services vétérinaires de la Mayenne, du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, service départemental de la police de l'eau de la Mayenne, du préfet de la Mayenne ;

**Vu** les avis des commissions locales de l'eau du SAGE du bassin versant de la Mayenne et du SAGE du bassin versant de l'Oudon ;

**Vu** le rapport du directeur départemental de la protection des populations, inspecteur des installations classées, du 2 mars 2010 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 25 mars 2010 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant que** le projet permet d'anticiper la mise en place des nouvelles normes « bien être animal » et ainsi participer à la restructuration de l'élevage ;

**Considérant que** l'aptitude des sols à l'épandage a été déterminée avec précisions à l'aide d'une étude agropédologique et ainsi limiter tout risque de pollutions ;

**Considérant que** l'étude hydrogéologique a permis de déterminer le sens d'écoulement des différents sous bassins versants et ainsi démontrer que la majorité du parcellaire d'épandage est situé en aval de la prise d'eau de Segré ;

**Considérant que** les conclusions de l'hydrogéologue agréé indique que l'impact des épandages devrait être faible compte tenu du dimensionnement du plan d'épandage et de l'autonomie de stockage ;

**Considérant que** la création d'un nouveau linéaire de haie sur les îlots 17 et 18 va permettre de renforcer le pouvoir tampon de la bande enherbée et ainsi participer à la protection de cette zone humide, reconnue comme stratégique, par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Oudon ;

**Considérant que** l'engagement du pétitionnaire a été qualifié « agriculture raisonnée » de manière à obtenir un audit par un organisme indépendant ;

**Considérant** la nécessité de rénovation des installations existantes pour améliorer les capacités financières du pétitionnaire et ainsi conserver l'emploi salarié ;

**Considérant que** les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Art. 1er** – M.. le Gérant du GAEC DE LA ROIRIE, dont le siège social est au lieu-dit "La Roirie" à LA FERRIERE DE FLEE (49500), est autorisé à exploiter un élevage porcin situé à la même adresse.

**Art. 2** - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous la rubrique n° 2102.1 de la nomenclature.

**Art. 3** - Pour la tenue de leur établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

### 1° Implantation

La porcherie, les annexes et les ouvrages de stockage sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. (annexe 1).

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales au nord, à l'est et au sud des bâtiments à créer. La mise en place du linéaire est effectué sur un merlon de terre dans l'année qui suit la mise en service des bâtiments. L'utilisation de conifère est proscrite.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

### 2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 210 truies et verrats, 28 cochettes non saillies, 504 porcelets en post sevrage et 2156 porcs charcutiers soit 2915 équivalents animaux. L'augmentation des effectifs est concomitante à la réalisation des ouvrages nécessaires.

### 3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur caillebotis intégral et sur litière.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### 4° Réseaux de collecte

Tous les effluents liquides ainsi que toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des porcheries, du matériel et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage.

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation, aire de repos des animaux...), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des porcheries et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage. A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments d'élevage sur litière accumulée.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

L'alimentation en eau s'effectue à partir d'un forage, d'un puits et du réseau public si nécessité. Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour par surverse.

La pose du compteur ainsi que la mise en place d'une protection efficace du puits sont réalisées sous 6 mois.

La consommation d'eau des animaux est maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation est performant.

#### 5° Stockage

Le stockage est assuré par 2198 m<sup>3</sup> utiles de préfosse sous bâtiments, dont 1580 m<sup>3</sup> sont à créer, par une fosse couverte de 104 m<sup>3</sup>, une fosse non couverte de 912 m<sup>3</sup> utiles commune aux 2 productions, par une fosse béton couverte de 1200 m<sup>3</sup> utiles à construire, par une fumière de 200 m<sup>2</sup> et par une fumière couverte de 160 m<sup>2</sup> à créer.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

Les déjections solides sont stockées sur une aire étanche munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Le brassage du lisier est réalisé uniquement avant épandage.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents (liquides et solides) produits dans l'installation, pendant 9 mois, afin de respecter les périodes d'épandage appropriées.

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une future parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière. Le stockage n'est pas réalisé sur des sols où l'épandage est interdit et il est distant d'au moins 100 mètres de toutes habitations tiers et de 35 mètres des berges des cours d'eau. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

## 6° Déchets

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs, etc..) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

## 7° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne constituent pas une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

## 8° Épandage

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

L'épandage des effluents produits sur l'exploitation est soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type biphase garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. Chaque type d'aliment fabriqué est analysé au moins une fois par an afin de vérifier la conformité aux références CORPEN. (taux de protéines)

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte à minima les éléments suivants:

- L'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- L'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;

- La localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- Les systèmes de culture envisagée (cultures en places et principales successions) ;
- La nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents à épandre ;
- Les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol, et de culture en utilisant des références locales ou tout autre méthode équivalente ;
- Le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié ;

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épandable et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe 2). Les bandes enherbées des îlots 17 et 18 de St Sauveur de Flée, présentes le long des cours d'eau, sont complétées par la plantation d'une haie d'essences bocagères de manière à renforcer le rôle de zone tampon. La mise en place du linéaire est effectué au plus tard dans l'année qui suit la mise en service des installations.

**Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la préfecture – bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.**

Les prescriptions fixées par arrêté préfectoral, au titre de la directive nitrates, sur le département de la Mayenne, sont tenues à disposition de l'inspection sur site.

#### 9° Règles d'épandage

L'épandage est interdit :

- A moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- A moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages; cette distance peut être réduite à 50 mètres pour l'épandage du compost conforme à l'article n° 10 ;
- A moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
- A moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- Sur les terrains à forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- Sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les compost) ou enneigés ;
- Sur les sols inondés ou détrempés ;
- Pendant les périodes de forte pluviosité ;
- Sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- Par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents ;

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur les terres nues
Compost conforme à l'article n° 10.	10	non imposé
Lisier lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé.	15	immédiat
Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, après stockage d'au moins deux mois ; Effluent issu d'une station de traitement et ou utilisation d'un procédé atténuant les odeurs.	50	24
Autres fumiers ; Lisier et purin avec utilisation d'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol de type pendillards.	50	12
Autre cas	100	24

Les épandages de lisier sont réalisés avec un matériel adapté de type pendillards.

#### 10° Compostage

Les distances minimales définies à l'article 9 s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- Les andains font l'objet à minima deux retournements ou d'une aération forcée ;
- La température des andains est supérieure à 55°C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final( couleur, odeur, texture ).

#### 11° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté Programme d'action à mettre en œuvre pour la reconquête de la qualité des eaux en Maine et Loire du 30/06/2009.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le Cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation:

- Le bilan global de fertilisation ;
- L'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- Les superficies effectivement épandues ;
- Les dates d'épandage ;
- La nature des cultures ;
- Les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minérale ;
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe) ;

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

A échéance du délai de résiliation du contrat d'épandage et en l'absence d'alternative, la capacité de l'installation est réduite, de manière à permettre la valorisation des effluents sur le parcellaire exploité.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 12° Sécurité incendie et optimisation de la consommation d'énergie

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un compteur électrique est dédié à l'activité de l'élevage de porcs. Un enregistrement des consommations est réalisé afin de vérifier que le niveau de consommation est performant.

Pour les locaux à ventilation mécanique la conception du système est optimisée pour limiter les consommations d'énergie. Les systèmes de ventilation sont nettoyés régulièrement ainsi que les conduits de ventilateur.

L'éclairage à l'intérieur des locaux est assuré, dans la mesure du possible, par des systèmes basse énergie.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle ou artificielle de plus de 120 m<sup>3</sup>, située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.



### 13° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

### 14° Formation du personnel

Le personnel intervenant sur l'exploitation est familiarisé avec le système de production et a une formation lui permettant d'avoir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement.

Le personnel a pris connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident ou accident sur l'installation et met en œuvre les moyens d'intervention.

### 15° Équarrissage

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

### 16° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Émergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- En tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- Le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 17° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

#### 18° Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 2 000 porcs de plus de 30 kg ou possédant plus de 750 truies)

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, devra être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et si, nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation.

Le contenu de celui-ci est fixé par arrêté du 29 juin 2004 modifié, relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

19° Déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 2 000 porcs de plus de 30 kg ou possédant plus de 750 truies)

L'exploitant déclare chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans son installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

20° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;

**Art. 4** - Une ampliation du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

**Art. 5** - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

**Art. 6** - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de LA FERRIERE DE FLEE et une ampliation est affichée à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de LA FERRIERE DE FLEE et envoyé à la préfecture.

**Art. 7** - Un avis informant le public de la présente autorisation est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M. le Gérant du GAEC DE LA ROIRIE dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Art. 8** - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de SEGRE et dans les mairies de LA FERRIERE DE FLEE, AVIRE, LOUVAINES, SEGRE, L'HOTELLERIE DE FLEE, SAINT SAUVEUR DE FLEE, CHATEAUGONTIER (53) et MARIGNE PEUTON (53).

**Art. 9** - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté d'autorisation délivré le 14 janvier 2003 et de l'arrêté modificatif du 11 septembre 2006.

**Art. 10** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SEGRE, le maire de LA FERRIERE DE FLEE, les inspecteurs des installations classées et le commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 12 AVR. 2010

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture



Alain ROUSSEAU

**Délai et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

HAIE PROU

PROJET 8

FABRIQUE D'ALIMENT A LA FERME

PROJET 1

PORCHERIE PROJETEE

Porcs Charcutiers : 1008 places (4 salles de 250)

Aire de stockage : 220 places

infirmerie 66 places

+ Locaux machine à soupe et bureau

PROJET 2

NURSERIE PROJETEE

168 places

V. pour être annexé  
à l'annexe I  
en date du 12 AVR. 2010  
ANGERS, le 12 AVR. 2010  
Le Préfet,

ANNEXE I

Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

Fabienne LEGE

LIÈNE E.D.F.  
A DÉPLACER

cellule stockage blé de 670t

silo complémentaire 4120

silo blé broyé

local broyeur

fosse de réception à créer

PROJET 1

PUISARD LISIER

niveau fini 0.00

Puisard eaux lavage #150

profondeur 300

niveau fin -250

niveau fin -250

Tranchée à réaliser :

soupe + raccordement orème

+ gaine supplémentaire

Tranchée technique

Compteur E.D.F.

Tranchée à réaliser :

réseau d'égout +

réseau d'eau +

réseau d'air

réseau d'électricité

réseau de gaz

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation

réseau de plomberie

réseau de chauffage

réseau de ventilation

réseau de climatisation



## 4.3.4 Relevé parcellaire et bilan azoté et phosphoré du demandeur

## RELEVÉ PARCELLAIRE AVEC COHERENCE DES PARCELLES CADASTRALES

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
URFACE EPANDABLE 50m :	180 5 7 00	
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	161 02 31	GAEC DE LA ROIRIE
SURFACE EPANDABLE 100 m :	89,17	LA ROIRIE
	144 50 75	49500 LA FERRIERE DE FLEE

Exploitation de :

GAEC DE LA ROIRIE  
LA ROIRIE  
49500 LA FERRIERE DE FLEE

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	la ferrière de flée parcelles B n° 130 et 631	1	15 600	15 600	15600	
49	segré parcelles B n° 654,28,32,33,22,25,26,27,662	3	187 400	184 200	168000	tiers
49	la ferrière de flée parcelles A n° 599,1324,606,609,184 et 1323	5	340 000	324 800	314989	cours d'eau/tiers
	la ferrière de flée parcelles A n°605,508,513,514,0 04,608, 608,607 et 545	6	155 900	126 700	115155	Cours d'eau/tiers/mare/p
	la ferrière de flée parcelles A n°594,514,512, 576	7	53 400	37 500	28700	cours d'eau/tiers/mare
	la ferrière de flée parcelles A n°514,600,592,593,388 , 378	8	156 400	143 400	124100	cours d'eau/tiers/fossé
	la ferrière de flée parcelles A n° 199,601 et 137	9	76 300	69 338	69338	cours d'eau/fosse/puits
	la ferrière de flée parcelles A n° 603 et 437	10	37 400	30 400	22200	cours d'eau/tiers/puits
	la ferrière de flée parcelles A n° 602	11	17 200	15 600	9500	tiers
	la ferrière de flée parcelle A n° 583	12	6 100	2 800	0	tiers
	la ferrière de flée parcelles B n° 788 et 670	13	57 200	41 093	41093	cours d'eau/puits
49	segré parcelles B n° 982, 562 et 50	14	34 400	33 400	28800	tiers
	segré parcelles B n° 449	15	14 500	14 500	14500	
49	aviré parcelle B n° 928	16	25 500	23 600	14800	tiers/puits
49	st sauveur de flée parcelles A n° 866,870,55, 765	17	54 300	42 000	38000	cours d'eau/mare/tiers/fossé
	st sauveur de flée parcelle A n° 60	18	21 700	19 100	17500	cours d'eau/tiers
TOTAUX			1253300	1124031	1022275	



## AUTORISATION PORCS

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
			1253300	1124031	1022275	REPORT
	st sauveur de flée parcelles A n° 921	19	22900	22900	22900	
	st sauveur de flée parcelles A n° 921	20	53300	48400	48400	cours d'eau
49	louvainnes parcelles A n° 34	21	6700	6700	6700	tiers
49	aviré parcelle A n° 382	22	8400	6400	600	verger
53	chateaugontier parcelles A n° 89,995 et 91	29	38400	23700	13800	cours d'eau/tiers/mare
53	marigné peuton parcelles B n° 505,506,510 et 845	30	43400	39700	25000	tiers
	marigné peuton parcelles B n° 515 et 516	31	25300	25300	25200	tiers
	marigné peuton parcelles B n° 556	32	14100	8000	8000	fossé/agropedo
	marigné peuton parcelles B n° 537,538,539,604 et 665	33	58700	47200	28400	tiers/agropedo/fossé/mare
	marigné peuton parcelles B n° 654,650,651,869,872, 652,653,848 et 851	34	122300	119100	107500	mare/tiers/bois
49	segré parcelle B n° 3	41	63100	63100	60600	tiers
	segré parcelle B n° 23	40	78500	75700	75700	mare
49	sainte gemmes d'andigné parcelles A n° 270	42	17300	0	0	éloigné
TOTAUX			1805700	1610231	1445075	



AUTORISATION PORCS

RELEVÉ PARCELLAIRE DES TERRES MISES A DISPOSITIONS QUI RECEVRONT DES DEJECTIONS  
DU GAEC DE LA ROIRIE

	<b>Ha Ar Ca</b>	<b>DOSSIER :</b>
SAU :	6753 00	GAEC DE LA ROIRIE
SURFACE EPANDABLE 50m :	6157 00	LA ROIRIE
COEFF. DE DISPONIBILITE	91,17	49500 LA FERRIERE DE FLEE
50m :		
SURFACE EPANDABLE 100 m	50 26 00	

Exploitation de : GAEC DE LA PICOULIERE  
LA PICOULIERE  
49220 ANDIGNE

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	louvaines	9	74 100	64 900	56100	cours d'eau/mare/tiers
		11	67 500	62 500	36400	tiers
		12	36 900	36 700	34200	tiers
		13	11 500	11 500	11500	
		14	77 500	67 700	48200	mare/tiers
		18	82 000	77 200	77200	cours d eau/mare
		19	7 600	4 000	500	tiers
49	louvaines	27	33 500	33 500	33500	
49	louvaines	29	48 400	41 300	33600	cours d'eau/mare/tiers
		161	128 100	128 100	122200	tiers
		201	108 200	88 300	49200	cours d'eau/mare/tiers/ fossé
<b>TOTAUX</b>			675300	615700	502600	

V. pour être annexé à l'arrêté en date du 12 AVR. 2010 ANGERS, le 12 AVR. 2010  
Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation l'adjoint administratif  
Fabienne LEGE

